

Rhône-Alpes

Un projet d'école européenne de génie industriel à Grenoble

Une nouvelle race d'ingénieurs

Attendu ce vendredi 30 octobre à Grenoble pour évaluer les conséquences du rapatriement au centre de la ville d'une partie des activités d'enseignement actuellement dispensées par l'Institut national polytechnique sur le campus de Saint-Martin-d'Hères, le directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche, M. Christian Philip, devrait prendre connaissance, par la même occasion, du nouveau projet au sein de la « quatrième université grenobloise » : la création, à court terme, d'une école européenne des sciences du génie industriel.

Lâché en plein cœur de l'été par les promoteurs du futur quartier d'affaires, baptisé Europôle (*le Monde* du 4 septembre), ce projet d'école d'ingénieurs est encore très largement méconnu des principaux « décideurs » grenoblois, y compris au sein même du monde enseignant. Il témoigne cependant de la vitalité retrouvée de l'université de Grenoble et surtout de sa capacité à saisir à la volée les évolutions les plus récentes du monde économique.

Enseigné dans la plupart des grands pays industriels et notamment aux Etats-Unis, depuis les années 30, le génie industriel a moins de dix ans d'âge en France. « *Activité interdisciplinaire située à l'interface de la gestion et de la technologie* », il est encore défini par les spécialistes comme « *l'art de la conception, de la mise en place, de l'organisation, de la conduite et du contrôle des systèmes complexes de production et de distribution* ». L'un des pères du projet grenoblois, M. Claude Foulard, président du comité scientifique du pôle de productique de la région Rhône-Alpes explique, pour sa part, la raison d'être du génie de l'entreprise industrielle de la façon suivante : « *Lorsqu'un chef d'entreprise prend une décision de caractère stratégique après avoir demandé l'avis de son équipe de direction, il estime*

avoir arbitré en pleine connaissance de cause. En fait, le plus souvent, il n'a fait que céder à l'influence du plus convaincant des membres de son entourage. En revanche, l'ingénieur en génie industriel doit être capable de discuter avec les différents spécialistes sans jamais se faire mener en bateau. » En somme, après avoir séparé le philosophe du savant, la connaissance de l'homme de la science, la société industrielle aurait besoin de les réunir à nouveau.

Un séjour linguistique de six mois

C'est du moins sur cette analyse que repose l'ambitieux projet mûri à Grenoble au sein de l'INPG, d'abord sous la direction de M. Daniel Bloch, aujourd'hui président du haut comité « éducation-économie », puis sous celle de M. Georges Lespinard. Le système d'enseignement actuel, qui consiste à initier sommairement à la gestion les élèves ingénieurs, apparaît insuffisant aux responsables de l'INPG. De plus, les rares enseignements de génie industriel actuellement délivrés à l'Ecole centrale de Paris et à l'INP de Nancy auraient le tort d'être trop spécialisés ou, du moins, fortement typés. Aussi le projet grenoblois répond-il aux préoccupations exprimées récemment par M. Jacques Stern, PDG du groupe Bull (*le Monde* du 8 octobre), et par M. Foulard et son adjoint, M. Maxime Vincent, ingénieur des recherches, détaché par le rectorat, qui a formé en cinq ans des ingénieurs véritablement polyvalents ou polyculturels. Selon le projet qui devrait être remis au représentant du ministère de l'enseignement supérieur, la formation comprendrait environ 50 % de sciences de base, 25 % de sciences sociales et de langues vivantes. Elle inclurait, par

ailleurs, dix mois de stage, dont deux comme ouvrier, et un séjour linguistique de six mois dans une université européenne.

Soucieux de mettre le plus grand nombre d'atouts dans leur jeu, les concepteurs de la future école reconnaissent cependant que l'INPG, qui forme déjà plus de sept cents ingénieurs chaque année, ne peut pas créer seul cet établissement. Ils sont donc partis à la recherche de partenaires à la fois sur le plan pédagogique et sur le plan financier. La participation de l'université des sciences sociales (Grenoble-II) est aussi acquise depuis la rentrée, et le directeur des recherches de l'Ecole supérieure des affaires, M. Michel Albouy, a été chargé d'assurer la liaison avec l'équipe de l'INPG. L'Ecole supérieure de commerce de Grenoble est également prête à s'impliquer dans le projet. D'autres établissements d'enseignement supérieur, notamment à Lyon, devraient être prochainement consultés. Pour sa part, le monde économique de la région a, semble-t-il, répondu avec enthousiasme aux premières prises de contact. Devant la promesse de trouver, un jour, sur le marché de l'emploi, de « véritables ingénieurs », le représentant d'un grand groupe aurait ainsi affirmé : « *Si c'est bien le cas, je vous en prends dix chaque année.* »

Une fois encore, l'université de Grenoble est prête à contribuer à l'image de marque de la ville, et cette initiative entre tout à fait dans le cadre de la politique de la municipalité de M. Carignon, qui cherche à attirer les établissements d'enseignement sur le site du polygone scientifique. Il ne reste plus, en somme, qu'à obtenir l'adhésion du ministère de l'éducation nationale pour atteindre l'ultime objectif, l'ouverture de l'école européenne de génie industriel dès la rentrée de 1989.

JEAN-LOUIS SAUX.